

Procedure file

Informations de base	
RSP - Résolutions d'actualité	2017/2829(RSP)
Résolution sur le Cambodge, en particulier sur le cas de Kem Sokha	Procédure terminée
Sujet	
6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général	
Zone géographique	
Cambodge	

Acteurs principaux	
Parlement européen	

Evénements clés			
14/09/2017	Résultat du vote au parlement		
14/09/2017	Débat en plénière		
14/09/2017	Décision du Parlement	T8-0348/2017	Résumé
14/09/2017	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de procédure	2017/2829(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 144
Etape de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation					
Proposition de résolution		B8-0506/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0507/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0508/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0509/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0510/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0511/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution commune		RC-B8-0506/2017	13/09/2017		
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0348/2017	14/09/2017	EP	Résumé

Résolution sur le Cambodge, en particulier sur le cas de Kem Sokha

Le Parlement a adopté une résolution sur le Cambodge, en particulier sur le cas de Kem Sokha.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, Verts/ALE et EFDD.

Le Parlement a appelé à la libération immédiate de Kem Sokha, chef de l'opposition cambodgienne et président du parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP), qui a été arrêté le 3 septembre 2017 pour des accusations qui semblent être d'ordre politique. Il a demandé de lever de toutes les accusations portées contre lui et la fin des menaces d'arrestation dont sont victimes d'autres législateurs d'opposition.

Selon les députés, l'arrestation de Kem Sokha se serait déroulée dans un contexte de restrictions de plus en plus sévères à l'encontre des ONG, des organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile, y compris des enquêtes réglementaires et fiscales, des actes d'intimidation et des menaces de violence.

La résolution a exhorté le gouvernement cambodgien à garantir les libertés d'expression et des médias dans le pays, soulignant qu'un processus démocratique crédible menant à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en juillet 2018 exigeait un environnement dans lequel les partis politiques, la société civile et les médias puissent jouer leurs rôles légitimes sans crainte et sans subir de menaces ou de restrictions arbitraires.

Les députés ont souligné l'importance de l'envoi de missions d'observation électorale par l'Union européenne et la communauté internationale afin qu'elles puissent contribuer à l'organisation d'élections libres et régulières. Ils ont également rappelé au gouvernement cambodgien qu'il devait s'acquitter de ses obligations et engagements en matière de principes démocratiques et de droits fondamentaux de l'homme, éléments essentiels de l'Accord de coopération.

Enfin, le Parlement a exprimé sa vive inquiétude face à l'accaparement des terres et à l'instauration par le gouvernement cambodgien d'un régime compensatoire limité et partiel. Il a invité le gouvernement cambodgien à reprendre le dialogue avec ses partenaires en vue de parvenir à une compensation totale.